

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19515 - 75ÈME ANNÉE

Lettre du PCR au Préfet

Pour la création d'une cellule permanente de large concertation Covid-19

Dans une lettre adressée ce 24 avril au préfet de La Réunion, le PCR propose 'de constituer une cellule permanente de large concertation afin de donner plus de légitimité aux décisions que la population devra entériner'. Le PCR donne également sa position sur la rentrée prévue le 14 mai prochain : 'Les conditions d'une rentrée pour tous les élèves doivent être garanties et optimales. Dans le cas contraire le mieux est encore de tout reporter à la rentrée d'août.'

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur de vous faire part de nos réflexions actuelles et propositions de sortie de crise.

Le confinement a créé une situation inédite et complexe dans une société caractérisée par l'Insee, depuis 2013, de « socialement hors norme ». Le déconfinement annoncé le 11 mai avec la rentrée des classes fixée au 14 mai a accentué les inquiétudes et développé le sentiment d'insécurité. Dans ce contexte, le PCR vous prie de constituer une cellule permanente de large concertation afin de donner plus de légitimité aux décisions que la population devra entériner.

Nous avons vu, par exemple, que la fermeture tardive de l'aéroport est responsable de 80 % des contaminations directes et indirectes recensées dans l'île. Heureusement que les mesures de confinement,

la discipline de la population, associés au travail des soignants, ont permis de freiner la propagation du virus. Mais rien n'est définitivement acquis, car le virus est désormais en circulation et les problèmes concrets s'accumulent. En voici quelques-uns.

La sécurité scolaire

Les conditions d'une rentrée pour tous les élèves doivent être garanties et optimales. Dans le cas contraire le mieux est encore de tout reporter à la rentrée d'août. Cela permettra une meilleure lisibilité aux acteurs concernés : parents, collectivités, transporteurs, fournisseurs, enseignants, agents, etc. Évitions l'improvisation pour 6 semaines de classe, tout au plus. Toute forme de répression administrative est à bannir.

La sécurité alimentaire

Il y a lieu de faire un bilan de la distribution de proximité. Le but est de faciliter le circuit court et encourager de nouveaux acteurs. Nous entrons dans la période d'étiage et de coupe de cannes. Selon les disponibilités, il faudra recenser des centaines d'agriculteurs pour assurer la fourniture alimentaire quotidienne et planifier les besoins des Écoles, à partir du mois d'août. Il ne doit y avoir aucune pénurie dans les ma-

tières traditionnelles. Le délai est très court. C'est maintenant qu'il faut planter et anticiper les coupures d'eau. Pour sa part, la grande distribution doit être raisonnable et rationnel pour s'adapter à une situation qui risque de durer.

La sécurité sanitaire

Tout le monde a constaté le manque de moyens hospitaliers. Les professionnels de santé sont aussi affectés par l'insuffisance de moyens et se sont publiquement exprimés. Tout doit être corrigé pour faire face à une aggravation éventuelle de l'épidémie et assurer une information pédagogique à la population. De nouvelles simulations devront être réalisées afin de prendre en compte les grands risques naturels ou accidentels de masse comme un crash aérien.

La sécurité budgétaire

Une étude d'impact devra être menée pour identifier les secteurs affectés par la diminution de 248 millions d'euros du budget régional 2020 et réfléchir aux nouvelles recettes pour 2021, capables de combler le manque. C'est d'autant plus urgent que les recettes d'Octroi de Mer qui financent les budgets des collectivités seront réduites par la combinaison de la faiblesse des importations et la

chute de la facture pétrolière.

La constante d'une réalité

Enfin, nous attirons votre attention sur la note que nous avons remis au Conseiller de Mme Girardin, le 17 octobre 2018, en Préfecture. Nous lui avons rappelé la situation extrêmement préoccupante. Nous avons demandé la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence Territoriale de l'Action Publique élargie aux forces vives de la société. Un mois plus tard, nous avons connu la révolte des Gilets Jaunes qui s'est prolongée par la convergence d'autres manifestations sociales durant plus d'un an. Nous avons réitéré cette

demande à l'Élysée. Beaucoup de personnalités pensent que c'est un cadre acceptable. La population ne demande qu'à être responsable et souhaite participer aux décisions qui seront prises par les autorités.

Monsieur le Préfet,

Dans l'immédiat, la cellule de large concertation peut être constituée d'élus, de personnalités qualifiées, de syndicats, des forces vives et de représentants de l'Etat pour nourrir la réflexion sur la sortie de cette crise sanitaire. Pour notre part, le Parti Communiste Réunionnais est disponible.

La mémoire collective réunionnaise fait remonter au blocus naval durant la deuxième guerre mondiale la triste période du ticket de

rationnement dans une économie exsangue, de misère sanitaire et sociale.

Nous souhaitons que la propagation du Covid-19 soit circonscrite au plus vite sur notre territoire par la responsabilisation de la population et qu'elle soit en phase avec les décisions qui la concernent.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les réflexions que nous voulions vous adresser, en vous priant d'agréer l'expression de notre très haute considération.

Yvan Dejean,
secrétaire général du Parti
Communiste Réunionnais,
Le Port, le 24 avril 2020

Coronavirus et respect du confinement : l'égalité sociale obtenue par le PCR a protégé les plus pauvres du COVID-19

Les pays dotés de systèmes de santé et de protection sociale efficaces sont mieux préparés à faire face à la pandémie, estime un rapport de l'Organisation internationale du Travail. Autrement dit, si le PCR n'avait pas lutté pour l'égalité sociale, la majorité de la population urbaine réunionnaise devrait choisir entre souffrir de la faim en restant confinée, ou prendre le risque d'attraper le coronavirus en étant obligée de sortir pour trouver l'argent pour se nourrir.

Les gouvernements, ainsi que les partenaires sociaux et les autres parties prenantes, devraient utili-

ser la crise du COVID-19 comme un signal d'alarme pour renforcer leurs systèmes de protection sociale, a déclaré l'Organisation internationale du Travail.

Une analyse montre que les pays qui ont mis en place des systèmes de santé et de protection sociale efficaces et qui offrent une couverture universelle sont mieux équipés pour protéger leurs populations des menaces à leurs moyens de subsistance posées par COVID-19. Cependant, les pays qui ne disposent pas d'un solide système de santé et de protection sociale devront élaborer des politiques et des interventions de manière ponctuelle, ce qui entraî-

nera probablement une réponse limitée et retardée.

«La pandémie a révélé de graves lacunes dans les systèmes de protection sociale dans le monde, en particulier pour certaines catégories de travailleurs, tels que les travailleurs à temps partiel, les travailleurs temporaires et les travailleurs indépendants, dont beaucoup dans l'économie informelle», explique Shahra Razavi, Directeur du Département de la protection sociale de l'OIT. «La protection sociale doit être considérée comme un investissement et non comme un coût supplémentaire. Il joue un rôle vital en tant que tampon social et stabilisateur économique.»

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Incroyable mais vrai !

1. La Région Réunion enlève près de 250 millions d'euros à l'économie réunionnaise

2. La Région Réunion propose à l'État d'engager une enveloppe de 350 millions d'euros pour relancer l'économie réunionnaise

Conséquence de 10 ans de gestion par Didier Robert et son équipe, la Région Réunion a voté un budget en baisse de près de 250 millions d'euros cette année. Ce sont donc 250 millions d'euros qui sont enlevés à l'économie réunionnaise. Jeudi, Didier Robert a proposé au Premier ministre l'engagement d'une enveloppe de 350 millions d'euros pour relancer l'économie réunionnaise. Les aides de l'État sont-elles à l'origine d'un effet d'aubaine pour camoufler les effets d'une mauvaise gestion ?

Témoignages d'hier a rendu compte de l'intervention du président de la Collectivité territoriale de Martinique lors de la visioconférence entre les présidents de Région ou de Collectivité et le Premier ministre tenue jeudi. Rappelons que le chef de l'exécutif martiniquais a porté la revendication unanime des élus d'une stratégie martiniquaise de lutte contre le coronavirus. Il a aussi fait part de l'opposition des élus martiniquais à l'ouverture des écoles le 11 mai et propose de reporter la rentrée à septembre.

Didier Robert, président de la Région Réunion, a également participé à cette réunion. Mais à en croire le communiqué de presse diffusé par le site de sa collectivité, le chef de l'exécutif régional avait des préoccupations d'un autre ordre que celles de son collègue de Martinique.

En effet, ce communiqué dit ceci : « **Didier Robert a salué les efforts conjugués de l'État et des Régions pour soutenir les entreprises**

réunionnaises. Mais il a insisté sur la nécessité d'un grand plan de relance bien plus ambitieux, essentiel pour maintenir du mieux possible l'activité et l'emploi. Didier Robert propose d'engager une enveloppe exceptionnelle pour les prochains mois de 350 millions d'euros. Ce fonds devrait servir de manière prioritaire à la relance de la commande publique, aux activités de tourisme et du transport, et aux petites entreprises ».

Commentaire

Ainsi donc, Didier Robert demande d'engager 350 millions d'euros pour relancer l'économie réunionnaise. Pourtant, voici quelques semaines, il a fait voter un budget de la Région Réunion en diminution de près de 250 millions d'euros, soit environ 25 %. Cette baisse a majoritairement concerné l'investissement créateur d'emplois, puisque désormais la Région Réunion dépense plus d'argent dans le fonctionnement que dans l'investissement. Ce budget est la conséquence de 10 ans de gestion de la Région Réunion par Didier Robert et son équipe. Chacun peut donc apprécier le résultat.

Cette première historique s'est mystérieusement accompagnée du silence assourdissant d'acteurs économiques. Ces derniers sont en effet d'habitude prompts à monter au créneau pour dénoncer la moindre baisse des crédits de l'État vers La Réunion, au prétexte que c'est de l'argent en moins

pour l'économie réunionnaise. Il y a fort à parier que si Paris avait baissé brutalement de 25 % les transferts publics à destination de La Réunion, ces patrons se seraient bruyamment fait entendre, et Didier Robert aurait encore attaqué la ministre.

Mais à La Réunion, rien de tout cela, et l'annonce de Didier Robert réclamant à Paris l'engagement d'une enveloppe de 350 millions d'euros passe comme lettre à la Poste. Autrement dit, c'est comme si la Région Réunion demandait à la France de financer des dépenses relevant de la compétence de la collectivité dirigée par Didier Robert : commande publique, tourisme, transport et soutien aux TPE-PME.

Souhaitons que si une aide publique de Paris pour réparer les dégâts du coronavirus arrive, alors il ne faudra pas qu'elle soit gérée par la Région Réunion mais par une instance représentant toutes les forces vives de La Réunion. C'est une question de sécurité financière.

M.M.

Otè

Kriké ! Kraké ! Zistoir pou rakont dsi galé : Zistoir Ranoro pti fiy lo roi Andriantsira, lo roi lo sèl – troizyèm morso

Zot i souvien, dèrnyé foi moin la di azot konm Ranoro la fiy lo gran roi Andriantsira i apèl galman lo roi d'sèl, épi Andriambodilova, in bon garson péi bann vazimba, zansèt bann malgash koméla la maryé épi la gingn plizyèr zanfann. Pou l'amour son shéri d'kèr Ranoro zanfann dolo-zanfann do sèl la aksèp sort son kaz dann fon lo flèv pou vni la kaz lo jenn Vazimba. Zot la viv éré pandan lontan, mé konm zot i koné lontan la pa toultan pou in bonpé. Nou va oir zordi si lé parèye pou Ranoro avèk Andriambodilova.

Kriké ! Kraké ! kriké Métyé ! Kraké Madam !

In matin, Andriambodilova la di avèk Ranoro : « Mi sava travaye tout la zourné dann mon shan, pou rotourn la tèr épi prépar aèl pou plant bann kiltir. Anmarbien lo pti bèf pars li lé bon pou ète sovré é m'a tir dolé avèk la vash kan m'arivé sète aprémidi. »

Ranoro la di oui, pars èl téi di zamé non solman èl lété souvan défoi tête-an-l'èr. El la parti pou vréman amar lo pti bèf mé èl l'amar ali par la ké. Lo pti zanimob la mète a bouzé par dsi bouzé si tèlman li la shapé. Kan li la shapé, li la parti tête son momon é li la vide mamèl la an trépé d'tan.

Ranoro la pa okip de sa, èl la parti fé son bann ti korvé konm dabitid... Kan Andriambodilova la rotourn son bitasyon dopi an distans li té i oi lo pti bèf apré sote-soté koté son momon. Lo jenn Vazimba lété vréman an kolèr é la kolèr, mé zami, i fé fèr mové zafèr. I di konmsa : la kolèr lé movèz konséyèr. El i fé dir dé

shoz ou i di pa dabitid. Li la kriyé : « Ou i koné pa fé arien, ou lé bone a rien, ou sar touzour in fiy do sèl. ».. Do sèl ? Poitan li l'avé ziré li nora pa di zamé so mo-la dovan son madam é an plis konm li lété an kolèr é konm bann zanfann la mète a pléré li la di : « Fèrm zot boush bann zanfann sèl ! »... Ranoro la parti toutsuit san dévir son do, èl la plonj dann la Mamba épi èl la disparète.

Andriambodilova, pou son par la pi rovi zamé son madam. Demoun i rakont tazantan èl téi trouv bann moun lo vilaz é d'après sak i di èl té kontinyé zète in èye dsi bann moun-la é mèm èl téi ède banna kan zot lété dann difikilté...el l'avé mèm di, si banna i vien ziska son mézon an pyèr - son mézon sou d'lo - é si lo moun l'avé bézoin son sèrvs èl té paré pou rann sèrvs. L'androi èl la plonj dann la Mamba aprés la vnu in l'androi sakré pars lété landroi èl la dépoz son lamba a koté in gro rosh avan èl la plonj dann lo

Si zistoir-la lé vré, li lé vré. Si lé mantèr, la pa moin l'otèr. An touléka la pa moin la manté vik moin la vann sa konm moin l'ashtë.

Nb Listoir Ranoro la Sinte épi Andriambodilova, lo jenn vazimba, lansète bann malgash koméla, mi gingn rakont azot sa pars in zami i apèl Honoré Rabeshala la done amoin lo tèks an fransé é moin la mète ali an kréol rényoné. In gran mèrsi pou li.

Justin